

Un préfet multipropriétaire logé en HLM à Puteaux

écrit par Durandurand | 17 juillet 2016



« Comment expliquer qu'un haut fonctionnaire, propriétaire de dix appartements et déclarant plus de 190 000 euros de revenus annuels, ait obtenu un logement social de trois pièces appartenant à l'Office public de l'habitat [OPH] de Puteaux ? »

Christophe Grebert, l'infatigable opposant (MoDem) au maire (Les Républicains) de la cité des Hauts-de-Seine, Joëlle Ceccaldi-Raynaud, également président de l'office public HLM de la ville, a posé franchement la question, mardi 5 juillet, en conseil municipal.

Le haut fonctionnaire en question est le préfet Alain Gardère, 59 ans, proche de l'ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, ex-directeur de cabinet adjoint de Claude Guéant au ministère de l'intérieur, directeur du Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps), organisme de contrôle de ces entreprises, jusqu'à sa mise en examen, en janvier, pour « corruption passive », « prise illégale d'intérêts », « recel d'abus de biens sociaux » et « détournement de fonds publics ».

suite sur :

http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/07/09/un-prefet-multiproprietaire-loge-en-hlm-a-puteaux_4966712_3224.html

(NDLR Nous n'avons pas exactement respecté le texte du Monde ci-dessus, fidèles à notre détermination de lutter contre l'aberration de la féminisation des noms de fonction.)

On ajoutera que le dit préfet qui semble traîner quelques casseroles avait été maintenu en fonction par Valls et avait obtenu la direction du Cnaps :

Maintenu en fonction par Manuel Valls, il avait été à l'origine du déclenchement, fin 2012, de l'affaire de la BAC-Nord de Marseille, qui s'est ensuite largement dégonflée. Puis il a occupé les fonctions de préfet délégué à la sécurité des plateformes aéroportuaires de Roissy et du Bourget, avant de rejoindre un proche de M. Sarkozy comme de M. Valls, Alain Bauer, au Cnaps. M. Bauer est le président du Cnaps, un organisme chargé, notamment, de délivrer des agréments aux entreprises de sécurité privée.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/police-justice/article/2016/01/21/le-prefet-gardere-defere-pour-des-faits-presumes-de-corruption-et-traffic-d-influence_4850901_1653578.html#0sKba0yZ7jtCM08D.99